

Le 25.10.2024  
XB/fd

**OCDE MILAN 21 et 22 OCTOBRE : FORUM MONDIAL SUR L'INSTAURATION  
DE LA CONFIANCE ET LE RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE**

**INTRODUCTION**

1. Par le Secrétaire général de l'OCDE :

Le Secrétaire général de l'OCDE insiste pour notre démocratie sur des thèmes sur lesquels l'OCDE a fourni des études/données et appuie les États :

- La lutte contre la désinformation
- L'inclusion pour la participation à la vie politique active
- La participation citoyenne
- L'accessibilité aux services publics et à la justice (recommandation adoptée récemment par l'OCDE)
- La transparence du lobbying
- Accompagner la gouvernance verte
- La gouvernance numérique

2. Par l'Ambassadrice du Luxembourg, en remplacement de M. Bettel (Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg) qui évoque :

- Les changements numériques intervenus depuis une décennie
- La désinformation et les risques pour nos démocraties
- Le fait que la démocratie n'est pas un acquis et doit se cultiver
- La nécessité pour chacun d'entre nous de réfléchir aux bienfaits de la démocratie dans nos vies personnelles, ce qui permet de valoriser cette démocratie
- L'importance de mesurer la confiance des citoyens dans les institutions (trust survey-OCDE)
- Le HUB de l'OCDE sur la désinformation et l'intégrité de l'information
- La responsabilité des générations actuelles pour les générations futures (changement climatique, révolution numérique, ...)
- La démocratie est un « mode de vie » et pas seulement un mode de gouvernance

## Panel 1 : Quel avenir pour la démocratie après 2024 ?

### VOIR TEXTE INTRODUCTIF

Les initiatives de l'OCDE pour favoriser la démocratie et son adaptation aux défis de demain.

On retiendra des échanges avec un conseiller pour la coopération internationale du président du Nigéria ; avec le secrétaire général de IDEA ; avec le chef exécutif « open government partnership » ; avec le président du forum jeunesse européen, les éléments suivants :

- La lutte pour la démocratie n'est pas qu'un sujet d'études, c'est une action empirique quotidienne ;
- La démocratie ne peut être imposée dans certaines régions du monde, elle doit être appropriée ;
- Même dans les pays les plus développés, des défis majeurs se posent en termes de démocratie (ex : USA) ;
- Se mettre à l'écoute des jeunes qui remettent parfois en cause la démocratie pour préférer un régime de gouvernance « autoritaire » ;
- Il faut assurer l'inclusion représentative dans les démocraties (diversité des populations) ;
- Risque majeur autour de l'élection présidentielle américaine pour le futur de la démocratie ;
- Problèmes majeurs pour la démocratie aux USA : la place de l'argent dans le monde politique ; la polarisation de la démocratie ; une justice mal rendue ; ...
- étude de IDEA sur l'état de la démocratie et la crédibilité des élections: beaucoup de pays ont reculé en termes de démocratie ces cinq dernières années (liberté de la presse, crédibilité des élections et les menaces numériques, les menaces politiques et la polarisation, le déni électoral et la remise en cause des résultats sans fondement crédible, une élection sur cinq se conclut par un refus des résultats des élections par un candidat, la baisse dans les chiffres de participation aux élections,...). Mais quelques frémissements positifs sont à pointer en 2024 : amélioration tenue de la participation aux élections ; pas d'impact massif de l'IA sur les processus électoraux ; des élections qui ont apporté des changements positifs dans certains pays (Brésil, Pologne, Inde, ...) ;
- Risque d'ingérence de grandes sociétés et de grosses fortunes dans les processus électoraux (Ex ; Elon Musk)
- Augmentation globale des populismes et baisse de confiance des populations dans les institutions démocratiques
- La démocratie ne se limite pas aux processus électoraux, les avancées technologiques -même si elles présentent des risques- sont aussi des opportunités
- La démocratie est plurielle : il y a des différences immenses selon les pays dits « démocratiques »
- Beaucoup de jeunes manquent de confiance dans les systèmes démocratiques traditionnels et il convient d'apporter de vraies réponses à cette problématique par une meilleure inclusion
- La faible représentation des jeunes dans la gouvernance
- L'importance du rôle du leadership politique et de la redevabilité politique

## Panel 2 : Confiance et résilience de nos démocraties

La confiance et la résilience de nos démocraties – Nouvelles données probantes et voie à suivre

(Auditorium Testori, interprétation anglais/français, disponible via Livestream)

Dans le contexte actuel, le renforcement de la confiance est une priorité pour tous les gouvernements. Les crises mondiales successives de ces dernières années ont mis à l'épreuve la confiance à l'égard des pouvoirs publics, et les écosystèmes informationnels sont en outre mis à mal par la mésinformation et la désinformation croissantes et par le recours à l'intelligence artificielle (IA) générative. Parallèlement, la non-réponse aux attentes grandissantes des citoyens en matière de participation et de représentation et les préoccupations relatives à l'aptitude des pouvoirs publics à résoudre des questions stratégiques complexes dans l'intérêt général et dans un esprit de transparence et de redevabilité font baisser les niveaux de confiance. Le rapport sur les résultats 2024 de l'Enquête de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques livre de nouveaux éléments probants sur les différents moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent renforcer la confiance. Cette séance permettra de faire le point sur l'évolution de la confiance à l'égard des institutions publiques et d'examiner les mesures concrètes que les pouvoirs publics peuvent prendre à l'avenir.

Panel composé de : Ministre portugais ; ministre slovène de l'administration publique ; secrétaire d'administration publique au Brésil ; vice-présidente de la fondation « lumnate » ; présidente d'une organisation non-gouvernementale « IREX ».

Des échanges intervenus, on retiendra :

- Présentation des résultats de l'étude OCDE « Trust » : baisse de confiance des citoyens dans les institutions démocratiques et la fonction publique ;
- Quelles réponses apporter face à ce constat ? ;
- *Les résultats des élections portugaises traduit cette méfiance envers un ancien gouvernement qui disposait pourtant d'une large majorité absolue selon le nouveau ministre portugais (nouvelle majorité)...pour remédier à cette situation, le gouvernement portugais veut travailler, selon l'interlocuteur, sur la lutte contre la corruption, l'intégrité et la transparence, une concertation avec les corps intermédiaires sur les mesures gouvernementales, une meilleure participation citoyenne, l'efficacité des services publics, un meilleur équilibre entre la part des impôts perçus et les services rendus ;*
- Mesurer la confiance est essentielle pour se remettre en question ;
- Le renforcement de la confiance dans les médias fait également partie de la solution ;
- La situation au Brésil est examinée : l'ancien gouvernement brésilien a annulé sa participation à de nombreuses organisations internationales sous Bolsonaro, le Brésil souhaite réintégrer ces organisations dont l'OCDE et la richesse de ses études qui aident les gouvernants à objectiver les constats notamment en termes de confiance des citoyens. La confiance est une question de temps, en particulier face à une société qui a perdu beaucoup de ses repères (école, église, famille, ...). Reconstruire la confiance face à la crise politique profonde qu'a subie le Brésil est un défi majeur qui prendra du temps. A cet égard, le travail avec l'OCDE est important pour le Brésil dans le cadre de rapports de confiance au niveau multilatéral ;
- La jeunesse en Afrique pour les démocraties africaines est partie de la solution ;
- Le travail avec la société civile est essentiel ;
- La responsabilité des médias est aussi partie de la solution pour rétablir la confiance des populations dans leurs gouvernements ;

- Les sociétés qui ont le mieux résister au COVID sont les sociétés où la confiance est maximale dans les institutions publiques... ce qui signifie bien que la confiance est un élément essentiel pour les démocraties ;
- La corruption est un facteur majeur dans les crises de confiance ;
- Le sentiment d'appartenance et l'inclusion sont des enjeux majeurs pour la confiance.

### Panel 3 : La démocratie participative et la participation citoyenne constructive

Prendre en compte la voix des citoyens : Renforcer la démocratie représentative par une participation citoyenne constructive

(Auditorium Testori, interprétation anglais/français, disponible via Livestream)

Au cours des dernières décennies, le fait d'associer les citoyens à l'action et à la prise de décisions publiques, auparavant considéré comme une nouveauté, est devenu une pratique établie, pour autant pas nécessairement suffisamment efficace pour répondre aux attentes croissantes et évolutives des citoyens à l'ère du numérique. Les résultats des éditions successives de l'Enquête de l'OCDE sur la confiance montrent que les citoyens ont le sentiment de ne pas être entendus, d'où la nécessité de renforcer encore leur participation constructive. Les pouvoirs publics n'ont pas encore trouvé le juste équilibre entre les mécanismes traditionnels de représentation et les processus participatifs et délibératifs. Cette session offrira l'occasion de passer en revue les expériences des pays et d'examiner les moyens par lesquels l'OCDE peut les aider à mettre en place des processus de participation citoyenne plus constructive et mesurable en dehors des processus électoraux, y compris en recourant aux nouvelles technologies civiques et à l'intelligence artificielle.

Des échanges des panelistes avec un ancien premier ministre irlandais : l'ancien premier ministre en Grèce ; CEO de « Make.org » ; un secrétaire général de la gouvernance publique en Roumanie ; le président du conseil économique, social, environnemental de France :

- Modèle irlandais : assemblées citoyennes depuis une douzaine d'années (mariage homosexuel, avortement, ...). Les citoyens étaient très demandeurs de données objectives pour se prononcer.
- Les rapports des assemblées citoyennes étaient systématiquement discutés au parlement et au gouvernement (garantie d'un suivi concret qui renforce la confiance dans le processus)
- Importance de renforcer la confiance des citoyens via la publication de toute dépense publique au niveau local ou national (exemple grec). Suite à la crise économique grecque, le premier ministre a lancé un processus de participation/information citoyenne (toute loi avant d'être déposée au parlement est publiée en ligne et permet aux citoyens de réagir via site internet).
- Les assemblées citoyennes sont utiles : elles témoignent d'une confiance de l'Etat dans les citoyens
- Un équilibre doit être trouvé entre la représentation et la participation directe
- Les citoyens les moins engagés doivent être mobilisés OR les processus délibératifs citoyens classiques ne touchent pas ce genre de public (complexité des mécanismes)
- Il faut que les promesses faites aux citoyens dans le cadre de processus participatifs soient respectées pour que la confiance s'installe
- Les processus participatifs doivent être juridiquement encadrés
- La formation des citoyens-députés est essentielle dans les processus de ce type
- La démocratie représentative n'est pas TOUTE la démocratie : les députés doivent en être conscients
- Comment faire démocratie entre deux élections ? C'est un enjeu des régimes démocratiques aujourd'hui

- Existence d'une forme de défiance des politiques quant au processus participatifs citoyens
- En France, le gouvernement ou le parlement peuvent saisir le Conseil économique, social et environnemental pour organiser la participation citoyenne sur certains sujets
- Il est fondamental d'être clair avec les citoyens dans les processus participatifs : à quoi on s'engage en consultant et revenir vers les citoyens après le processus (redevabilité)
- La démocratie participative ne s'invente pas : des processus doivent être clairement mis en place
- N'oublions pas que beaucoup de citoyens font aussi confiance à la représentation (bémol)
- Les plateformes numériques sont aussi de bons outils pour la démocratie participative
- La démocratie doit être inclusive des personnes qui ne prennent plus la parole ou n'osent pas la prendre
- Il faut aussi faire en sorte que les citoyens mobilisés dans les processus participatifs puissent matériellement le faire (statut du citoyen participatif) afin d'éviter que ce ne soient toujours que des cadres ou employés qui puissent y participer
- La technologie aujourd'hui est un outil formidable pour la participation citoyenne (briser les barrières de la langue par exemple)
- Il faut aussi développer des outils qui permettent aux citoyens de mieux comprendre ce qui se passe dans les parlements (grâce à l'IA)

#### Panel 4 : Satisfaction des citoyens face aux services publics et améliorer les services publics

Améliorer la satisfaction des citoyens à l'égard des services publics  
(Sala Marco Biagi)

Aujourd'hui mieux informés, les citoyens attendent des services administratifs publics accessibles et de qualité, qui répondent aux normes d'une société inclusive. Cette session permettra d'examiner comment les pouvoirs publics réussissent à répondre aux attentes de la population en matière de services de qualité, accessibles et adaptés. De l'amélioration de l'expérience des utilisateurs à la transformation des services à l'aide de l'IA, elle sera l'occasion d'apporter des éclairages novateurs et de s'interroger sur les modalités de mise en œuvre de la nouvelle Recommandation de l'OCDE relative à des services administratifs publics centrés sur l'humain.

Experts : sous-secrétaire d'Etat aux finances au Chili ; une experte de la commission européenne ; un secrétaire général de l'administration publique grecque ; un responsable de la transformation publique en France ; un responsable IBM

On retiendra :

- L'outil numérique permet d'améliorer les services publics ;
- La numérisation est un outil mais il faut maintenir le même service pour une expérience utilisateur en service public physique ;
- Projet européen : connecter les services publics numériques des 27 pays membres ; actuellement 10 pays sont impliqués dans le projet ;
- Les recommandations de l'OCDE sur les services numériques centrés sur l'humain (des services publics centrés sur les moments clés de la vie de l'humain de la naissance à la mort) ;
- Importance de prendre en considération les personnes plus vulnérables en mettant en place des formations pour ces personnes aux outils numériques ;
- Importance de permettre le retour des citoyens sur la qualité des services via plateforme numérique ;

- Importance de définir des priorités de gestion des services publics et s'y tenir : confiance, le droit à l'erreur de bonne foi, l'accessibilité, la posture de l'accessibilité et du service, temps de réponse de l'administration ;
- La satisfaction doit être mesurée et objectivée pour l'amélioration du service public qui doit être pensée avec les utilisateurs ;
- L'intelligence artificielle et les « chat box » permettent d'améliorer le premier contact et l'orientation des citoyens ;
- Comprendre les besoins des utilisateurs en observant leur comportement : là aussi l'IA peut aider à améliorer les systèmes ;
- L'IA peut aussi comprendre les retours des administrés et aider à la rédaction de réponses rapides et appropriées.

#### Panel 4 : Gouverner avec l'IA, renforcer l'argumentaire en faveur de la démocratie

Gouverner avec l'IA – Renforcer l'argumentaire en faveur de la démocratie  
(Auditorium Testori, interprétation anglais/français, disponible via Livestream)

L'IA peut être un outil particulièrement efficace pour les institutions publiques. Cette session sera l'occasion de se pencher sur comment l'IA peut transformer la manière dont les pouvoirs publics conçoivent et mettent en œuvre les politiques et les services publics afin de répondre à l'évolution des besoins de la société et de placer l'humain au centre des efforts. Elle fera fond sur les travaux actuellement consacrés par l'OCDE à la mise en œuvre de l'IA dans le secteur public pour garantir la fiabilité de cette technologie, en s'appuyant sur des infrastructures de données et une gouvernance des données solides. Les participants examineront également les responsabilités et les risques associés à l'IA

Présences de : ministre des services publics de Mauritanie ; ministre de l'administration publique d'Afrique du Sud ; experte de la Commission européenne ; ministre de la gouvernance numérique du Brésil ; expert Ernst and Young.

Éléments de discussion et d'échanges :

- Rapport de l'OCDE en préparation sur ce sujet ;
- L'IA au service des systèmes éducatifs ;
- La Mauritanie a adopté une stratégie 2025-2029 pour l'IA ;
- Portail unique des services publics au Brésil avec 75% de la population qui a une identité numérique ;
- L'IA permet une meilleure réactivité pour les citoyens en termes de services publics ;
- Expérience de chats box dans le secteur médical au Brésil (rappel de RDV par ex.) ;
- Mise en place d'une agence de l'IA au Brésil ;
- L'UE veut contribuer au renforcement des capacités, soutien aux gouvernements (ex : Belgique et guichet unique de l'administration). Appel au soutien aux États membres pour 2025 (priorisation de l'éthique, des droits fondamentaux, ...)
- Automatisation des tâches administratives ;
- L'IA au service des politiques prédictives (ex : impacts de décisions politiques, impacts pandémie, ...)
- Nécessité d'un cadre éthique pour l'IA et d'une transparence et de la redevabilité ;
- Nécessité de protéger les données des citoyens, enjeu majeur en termes d'IA et de gouvernance ;
- Nécessité de former et requalifier les employés (modification des tâches et des métiers) ;
- L'IA doit aussi être au service de la réduction des inégalités sociales ;
- Rôle de l'UE en termes de régulation de l'IA (AI act), idem en termes de lutte contre la désinformation et la transparence ;

- Nécessité d'organiser régulièrement des audits de l'IA ;
- Lutter et être attentif aux biais de l'IA ;
- Importance de la mise en place d'organismes de surveillance indépendants ;
- La concurrence des IA est une bonne nouvelle, également en termes d'offres de marchés publics.

#### Panel 5 : la lutte contre la désinformation

La bonne information des citoyens est indispensable au débat et aux sociétés démocratiques. Dans un écosystème informationnel en mutation rapide et redéfini par le numérique et l'IA, le renforcement de l'intégrité des espaces informationnels constitue ; avec la lutte contre la désinformation, un pilier essentiel de l'Initiative de l'OCDE pour renforcer la démocratie. Cette session offrira l'occasion de mener une discussion associant plusieurs parties prenantes sur la voie à suivre pour mettre en œuvre la Recommandation sur l'intégrité de l'information (à confirmer).

Pour guider leurs discussions, les participants s'appuieront également sur le rapport 2024 de l'OCDE « Les faits sans le faux : lutter contre la désinformation, renforcer l'intégrité de l'information ».

Présences : secrétaire d'Etat à l'information en Grèce, un sous-secrétaire d'Etat à l'information publique en Italie : un expert Uk du Commonwealth, un journaliste et activiste camerounais, une experte chez META.

Éléments de discussion :

- La lutte contre le populisme en Grèce suite à la crise financière fut un enjeu majeur pour les gouvernants grecs
- La meilleure façon de lutter contre la mésinformation pour les gouvernements est de tenir leurs engagements
- Importance avant tout de bien comprendre ce qu'est la désinformation, son circuit et son impact...il faut s'appuyer sur la recherche et les universités en cette matière
- Instituer un comité d'experts qui étudie comment fonctionnent les IA en termes de mésinformation et de « deepfake »
- Importance de la transparence quant à l'utilisation de l'IA par les journalistes
- Éviter de parler de l'intégrité de l'information qui peut être utilisée par certains gouvernements pour contrôler l'information
- Importance de garantir la liberté de circulation de l'information pour assurer la liberté des médias
- Risque pour le journalisme de qualité face aux pressions financières sur les groupes médiatiques
- Mettre en œuvre des politiques de soutien pour la durabilité des médias face à un tel contexte
- Freedom of information act, 28 pays africains l'ont adopté (dont seulement 8 pays francophones africains)
- La liberté d'expression et la liberté de la presse restent un enjeu majeur dans certains pays africains du fait des risques de la censure
- L'information doit être considérée comme un bien public (position de l'UNESCO)
- Désinformation au service des certains États pour se séparer de l'Occident au bénéfice des pouvoirs chinois ou russes, selon le journaliste activiste camerounais ...une véritable stratégie étatique en ce sens de certains gouvernants africains
- Distinction à opérer entre des fausses informations construites pour nuire et la désinformation qui est le fait du relais des fausses informations par des personnes qui les relaient sans savoir que ce sont de fausses informations
- L'éducation aux médias et à la reconnaissance de la fausse information est une politique fondamentale à mettre en œuvre

- Il conviendrait d'étudier pourquoi certaines personnes s'engagent dans des processus de désinformation
- Les médias doivent aussi eux-mêmes reconquérir la confiance des citoyens
- L'IA est une grande opportunité pour la société civile en Afrique
- La question de l'accès à l'information est une question régaliennne des États selon le journaliste camerounais

#### Panel 6 : Lutte contre les ingérences étrangères

Les activités d'ingérence étrangère mettent à l'épreuve les institutions dans les démocraties établies de longue date. La captation des élites, les campagnes de désinformation, l'ingérence dans les processus électoraux et la répression transnationale ne sont que quelques formes parmi d'autres du phénomène complexe que constitue l'ingérence étrangère, qui peut toucher un large éventail de secteurs de l'action publique et déstabiliser les systèmes politiques. L'intensification des activités d'ingérence étrangère compromet la prise de décisions dans les sociétés ouvertes et transforme le paysage des relations internationales.

Cette session examinera les moyens de concevoir des mesures de gouvernance civile permettant de renforcer la résilience face à l'ingérence étrangère dans un contexte mondialisé. Elle visera à engager un dialogue mondial sur l'action publique à mener pour parvenir à une compréhension commune de la différence entre influence acceptable et ingérence, permettant ainsi aux pays d'exercer une influence étrangère dans un esprit de transparence totale et de redevabilité afin de relever efficacement les défis de portée mondiale. Les discussions s'appuieront sur le Plan d'action de l'OCDE pour des démocraties ouvertes plus fortes dans un contexte mondialisé.

Présents :

Ambassadrice italienne G7 ; une experte australienne du ministère des affaires intérieures ; un expert UK ; un expert gouvernemental de Bulgarie.

On retiendra des échanges :

- Évocation de la situation en Ukraine et le rôle des médias russes et de sociétés privées telles que Gazprom
- Nécessité d'une transparence des propriétaires effectifs de certains réseaux sociaux
- La capture cognitive : phénomène de sympathie avec l'agresseur (ex. Russie en Ukraine)
- Situation géopolitique caractérisée par la multi-menaces
- Les gouvernements doivent aussi veiller à l'indépendance (énergétique, d'approvisionnement, ...) pour éviter les ingérences et les manipulations
- Les ingérences dans les processus électoraux
- Nécessité d'être davantage conscient des menaces dans nos sociétés au niveau de nos opinions publiques
- *Rôle crucial de la coopération entre les États pour lutter contre les ingérences*
- Nécessité de la résilience aux menaces au niveau du G7
- Lutte contre la cybercriminalité
- Législation « golden power » en Italie : protection des intérêts nationaux (par ex : face à des politiques d'acquisition de secteurs stratégiques par des pays étrangers)
- La criminalité d'Etat contre des pays « ennemis »
- Risque réel et concret et quotidien
- Importance de l'échange sur les meilleures pratiques entre États
- Nécessité de législation sur la sécurité nationale
- Développement essentiel du secteur du renseignement
- La désinformation comme outil d'ingérence
- Les investissements étrangers comme menace concrète d'ingérence
- Distinction à opérer entre les influences étrangères légitimes et les ingérences étrangères hostiles

- Nécessité de protéger les infrastructures clés
- Les ingérences étrangères peuvent aussi s'attaquer aux investissements locaux (ex : les universités)
- Nécessité de renforcer nos démocraties face aux pays qui y sont hostiles
- Beaucoup d'Etats considèrent les démocraties comme une menace réelle contre leur propre système
- Les ingérences étrangères via les diasporas
- La directive sur les services numériques UE avec système de centralisation européen des tentatives d'ingérence (avec le problème que les plateformes numériques sont souvent localisées en dehors de l'UE)
- Nécessité d'un partage sur les cadres réglementaires entre les démocraties occidentales (USA, UK, Australie, UE, ...)
- Nos démocraties européennes et leurs leaders ne sont pas toujours d'accord sur cette question et c'est une source de faiblesse face aux risques d'ingérence
- Nécessité de remplacer le gaz russe par des énergies renouvelables endogènes

Mme Cassart-Mailleux

**Budget :**

**Restaurant et boissons**

107 €  
 39,50 €  
 48,90 €  
 135 €  
 35 €  
 43,80 €  
 96 €  
 10,10 €

515,30 €

**Logement :**

1429 €

**Transport.**

Avion 1145,61 €

Taxi 30 €

Taxi 26 €

56 € au total en taxi

**TOTAL COMPLET 3145,91 euros**